



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi
N°42 2025

Faits saillants

- ❖ **Afghanistan** : Renforcement de la coopération économique entre l'Inde et l'Afghanistan ;
- ❖ **Bangladesh** : Les créances douteuses s'envolent encore davantage, désormais à 36% de l'encours ;
- ❖ **Inde** : La Banque asiatique de développement finance un projet de connectivité au Maharashtra à hauteur de 400 M USD ;
- ❖ **Népal** : Creusement du déficit commercial au cours des quatre premiers mois de l'exercice budgétaire en cours ;
- ❖ **Sri Lanka** : Accord de principe entre Sri Lankan Airlines et les autorités sur la restructuration d'une émission obligataire de 175 MUSD.

À RETENIR

5,4 Mds USD

Taille de marché du commerce
instantané en Inde en 2025

Afghanistan

Renforcement de la coopération économique entre l'Inde et l'Afghanistan

Sur fond de tensions militaires croissantes avec le Pakistan, les représentants afghans ont présenté à l'Inde plusieurs pistes visant à renforcer leur relation économique bilatérale, appelant à une expansion du commerce, des investissements et de l'engagement diplomatique. Pour mémoire, les tensions avec le Pakistan ont entraîné la fermeture temporaire de plusieurs routes commerciales, affectant fortement l'économie afghane, le Pakistan demeurant le premier partenaire commercial du pays.

L'administration talibane a ainsi mis en avant la nécessité de développer les connexions aériennes, maritimes et terrestres entre l'Afghanistan et l'Inde, tout en rappelant à New Delhi le potentiel minier considérable du pays, notamment en terres rares.

Le commerce bilatéral entre l'Afghanistan et l'Inde s'établit à un niveau stable d'environ 1 Md USD.

Bangladesh

Les créances douteuses s'envolent encore davantage, désormais à 36% de l'encours

Les prêts non performants (PNP) ont de nouveau très fortement cru pour atteindre la somme inédite de 6440 Mds Tk (53 Mds USD) à la fin septembre 2025, représentant 35,7 % du total des crédits (contre 24,1 % en mars). Le secteur a vu ainsi les défauts croître de 2240 Mds Tk en six mois et de +130% en un an. Ces nouvelles estimations sont en ligne avec les précédentes annonces du Gouverneur qui, dès mars 2025, annonçait un taux de PNP à 35% en juin (finalement 34,4%).

Deux facteurs expliquent ce bond : la mise au jour d'importantes malversations de prêts sous l'ancien régime et le retour à la règle stricte de classification des prêts (comptabilisation comme « classé » après 90 jours d'impayé au lieu de 9 mois), rétablie pour répondre aux exigences du FMI. Le manque de provisions est désormais considérable : un déficit de couverture estimé à 3440 Mds Tk à fin septembre.

Seule éclaircie au tableau, la hausse des PNP s'est légèrement stabilisée entre juin et septembre, passant de 34% à 37%, après le saut entre mars et juin de 24% à 34%.

[How loan fraud, fund diversion, cronyism push NPLs to 36% - The BS](#)

Le Bangladesh maintient le cap vers la graduation PMA malgré les demandes de report

Dans son rapport annuel 2025 soumis au Comité des politiques de développement des Nations-Unis (UN-CDP), le gouvernement intérimaire a confirmé qu'il poursuivra la transition de sortie de la catégorie des Pays les Moins Avancés (PMA) estimant que le pays remplit les trois critères requis — revenu par habitant, indicateurs sociaux et vulnérabilité économique — et qu'une demande de report devant l'UN-CDP serait vouée à l'échec.

Malgré les inquiétudes exprimées par des milieux d'affaires et certains experts, l'exécutif juge que demander un délai reviendrait à s'exposer à une « humiliation ».

Le rapport soumis admet des fragilités — dette croissante, vulnérabilité du secteur bancaire, volatilité des exportations sous l'effet des taxes américaines — mais défend la graduation comme un passage obligatoire pour engager les réformes et conforter la croissance à long terme.

[Bangladesh pushes ahead with LDC graduation despite rising calls for delay](#)

La Banque mondiale estime que le taux de pauvreté est passé de 18,7% à 21,2% entre 2022 et 2025

Selon un rapport de la Banque mondiale, le taux de pauvreté au Bangladesh est passé de 37,1% à 18,7% entre 2010 et 2022, tandis que l'extrême pauvreté a reculé de 12,2% à 5,6%. Cependant, cette dynamique s'est nettement essouffée ces dernières années, le taux de pauvreté devant remonter à 21,2% en 2025 sous l'effet conjugué de la baisse de l'emploi et d'une inflation persistante, supérieure à la croissance des salaires. Par ailleurs, la Banque mondiale estime que 62 M de personnes, soit la moitié de la population non pauvre, se situent aujourd'hui juste au-dessus du seuil de pauvreté, caractérisées par une consommation faible, une épargne limitée et une protection sociale insuffisante, ce qui les rend particulièrement vulnérables au moindre choc.

La Banque mondiale souligne également que le modèle de croissance du Bangladesh est devenu moins inclusif depuis 2016. Le rythme de réduction de la pauvreté s'est ralenti alors même que la croissance économique est restée soutenue. Les revenus du travail ont particulièrement fléchi alors que leur contribution à la réduction de la pauvreté est passée de 89% sur la période 2010-2016 à seulement 51% entre 2016 et 2022. Selon l'institution, la création d'emplois s'est davantage concentrée dans des secteurs peu productifs, entraînant une dégradation de la qualité de l'emploi.

Si l'agriculture a contribué à réduire la pauvreté en milieu rural, la pauvreté urbaine demeure élevée : un Bangladais pauvre sur quatre vit désormais en ville. Entre 2010 et 2016, l'expansion rapide de l'industrie, notamment dans le secteur textile, et la croissance modérée de l'agriculture ont permis la création de 1,1 M d'emplois par an, concentrant les gains de réduction de la pauvreté dans les secteurs non agricoles. Entre 2016 et 2022, la tendance s'est inversée alors que l'agriculture a gagné en dynamisme tandis que la croissance industrielle ralentissait, générant 1,5 M d'emplois par an, dont 63% dans le secteur agricole. La participation des femmes reste faible, particulièrement en zones urbaines où leur participation a diminué passant de 34% en 2016 à 24% en 2022. Si elles représentent une part importante de l'emploi agricole (57%), leur présence a reculé dans l'industrie (-5,4% entre 2016 et 2022).

Malgré l'élargissement des dispositifs d'aide sociale, leur ciblage demeure déficient. En 2022, la moitié des ménages les plus pauvres n'ont bénéficié d'aucune assistance, tandis que 35% des plus riches y avaient accès. Les subventions, notamment sur l'électricité et les carburants, continueraient de profiter davantage aux ménages urbains aisés.

Enfin, la feuille de route présentée par la Banque mondiale appelle à renforcer la création d'emplois productifs, à améliorer les perspectives d'emploi pour les groupes pauvres et vulnérables, à poursuivre les réformes favorables à la réduction de la pauvreté dans les zones rurales, notamment via le soutien aux chaînes de valeur agricoles, et à mieux cibler la protection sociale grâce à une politique fiscale plus progressive.

[62m Bangladeshis vulnerable, risk sliding back into poverty: WB](#)

Le secteur bancaire fait face à un excès de liquidité en raison de l'instabilité actuelle

Selon les données de la Banque centrale, l'excès de liquidités dans le secteur bancaire a atteint 3 060 Mds BDT en août 2025, en hausse de 75% sur un an. Cette accumulation reflète le fort ralentissement du crédit dans un contexte de dégradation rapide de la qualité des actifs, avec un taux de prêts non-performants qui atteint près de 35 % des encours, ainsi qu'une demande d'investissement toujours faible, la croissance du crédit au secteur privé s'établissant à 6,3 % en septembre 2025, un plus bas historique. L'incertitude économique liée à la situation politique contribue également au repli des financements.

Les banques publiques concentreraient 1 000 Mds BDT de liquidités excédentaires, contre 1 730 Mds BDT pour les banques privées et 321 Mds BDT pour les banques étrangères. Face à l'envolée des défauts, près de vingt établissements auraient quasiment cessé de prêter, tandis que d'autres n'accordent de nouveaux crédits qu'après des contrôles renforcés. La Banque centrale a déjà imposé la fusion de cinq banques islamiques fragilisées et mène un examen approfondi des actifs de onze autres établissements.

Plus de 70% des fonds excédentaires seraient désormais placés en bons du Trésor et obligations d'État, considérés comme plus sûrs dans le contexte actuel. Parallèlement, la reprise progressive des dépôts depuis la chute du précédent gouvernement a nourri cette accumulation, atteignant 18 800 Mds BDT en juillet 2025, contre 17 340 Mds BDT un an plus tôt.

[New Age | Banks sit on Tk 3.06 lakh crore excess liquidity](#)

Inde

La Banque asiatique de développement finance un projet de connectivité au Maharashtra à hauteur de 400 M USD

La Banque asiatique de développement (BAsD) a approuvé un prêt de 400 M USD, dans le cadre d'un programme de financement basé sur les résultats, afin de soutenir l'État fédéré du Maharashtra à développer et renforcer son réseau routier face aux aléas climatiques.

Le programme intitulé « Maharashtra Roads Connectivity for Inclusive Growth Programme » vise à étendre des routes praticables dans 34 districts, en particulier dans les régions vulnérables au climat et économiquement en retard. Le projet prévoit la modernisation d'environ 350 km d'autoroutes d'État et de 2 577 km de routes rurales. Les experts du projet estiment que plus de 1,7 million de personnes vivant à proximité des routes rénovées bénéficieront de du projet. Il s'agit de près de 80 villages et 410 communautés rurales. En plus de favoriser une meilleure sécurité routière, l'un des objectifs du projet est de connecter les communautés rurales isolées aux marchés urbains, aux centres logistiques, aux services de santé, à l'éducation et à d'autres services essentiels, et ce, afin de favoriser l'intégration économique de ces dernières.

[ADB approves \\$400 million for climate-resilient roads in Maharashtra - The Economic Times](#)

L'Inde, troisième marché mondial du commerce instantané

Selon des projections de la plateforme de statistique « Statista », l'Inde est désormais le troisième plus grand marché mondial du commerce instantané en termes de revenus. La valeur du secteur est estimée à 5,4 Mds USD en 2025 et devrait atteindre 11 Mds USD en 2030. Si le pays demeure toutefois loin derrière la Chine et les États-Unis, il devance des marchés comme le Japon, la Corée du Sud, le Royaume-Uni ou les pays de l'Union européenne.

Parmi les trois premiers marchés, l'Inde est également celui qui devrait afficher un taux de croissance annuel composé (CAGR) le plus rapide au cours des prochaines années, estimé à 15,5 % entre 2025 et 2030, contre 6,72 % pour les États-Unis et 7,9 % pour la Chine. Cette dynamique devrait faire évoluer la part de marché mondiale de l'Inde de 2,7% à 4% sur la période.

L'essor du commerce instantané en Inde s'explique tant par l'augmentation de la base d'utilisateurs qui devrait atteindre 65 millions d'ici 2030 que par un écosystème d'entreprises et start-ups comme Blinkit, Zepto, Instamart, extrêmement actifs et réparties géographiquement dans 70 à 100 villes à travers le pays.

L'Inde s'est aussi imposée comme l'un des principaux bénéficiaires de financements dans ce secteur. Lors de la dernière décennie, l'Inde aurait reçu près de 6,8 Mds USD, moins que les États-Unis (7,9 Mds USD) mais un montant supérieur à celui réceptionné par l'Allemagne, le Royaume-Uni ou la Turquie.

[India breaks into global quick commerce top 3, behind only China and US](#)

Les exportations de services : un élément de confort de la position extérieure indienne

Selon les dernières données publiées par le ministère des Finances, les exportations de services ont continué de jouer un rôle central dans la résilience du commerce extérieur indien au cours de l'exercice 2025-26, compensant largement la faiblesse persistante du secteur des biens.

Sur la période avril à octobre 2025, les exportations totales ont progressé de 4,8 % en glissement annuel pour atteindre 491,8 Mds USD. Cette progression est tirée principalement par le dynamisme notable du secteur des services dont les recettes d'exportation ont enregistré une croissance de 9,7 % sur sept mois, s'établissant à un montant de 237,6 Mds USD. Ainsi, la balance des services est excédentaire à hauteur de 118,7 Mds USD, et contribue significativement à la stabilisation de la balance courante.

À l'inverse, les exportations de marchandises n'ont progressé que de 0,6 % sur cette période, confirmant l'atonie des commandes industrielles. Le dynamisme des services, porté notamment par les segments liés aux technologies de l'information et aux activités professionnelles, permet ainsi d'amortir les fluctuations du commerce de biens et de soutenir la stabilité de la balance commerciale indienne au cours des premiers mois de l'exercice.

[India's services exports boom offsets turbulence in goods trade: FinMin report - The Economic Times](#)

Népal

Creusement du déficit commercial au cours des quatre premiers mois de l'exercice budgétaire en cours

Sur la période sous revue, le commerce extérieur total a augmenté de 24,2% pour atteindre 4,92 Mds USD. Le déficit commercial s'est creusé à 3,61 Mds USD, contre 3,22 Mds USD un an plus tôt. Les recettes d'exportation ont néanmoins fortement progressé. Celles-ci se sont établies à 654 MUSD, en hausse de 77,5% par rapport aux 369 MUSD enregistrés entre mi-juillet et mi-novembre de l'exercice précédent.

Parallèlement, le Népal a importé pour 4,26 Mds USD de biens au cours des quatre premiers mois de l'exercice budgétaire en cours, soit 672 M USD de plus que sur la même période de l'exercice précédent. Selon les données du Département des douanes, la valeur totale des importations a progressé de 18,7%, passant de 3,59 Mds USD à 4,26 Mds USD à la mi-novembre 2024/25, principalement en raison de la hausse des achats de produits pétroliers et d'huiles végétales brutes.

[Nepal's import up by Rs 96 billion in first four months of current FY - Republica](#)

Projet de renforcement de la supervision des banques commerciales par la Banque centrale

La Banque centrale du Népal (Nepal Rastra Bank, NRB) a intensifié ses efforts pour renforcer la capacité d'absorption des risques des grandes banques commerciales en appliquant le *Framework for Dealing with Domestic Systematically Important Banks 2025*. Dans ce cadre, la banque centrale prévoit de renforcer la supervision des établissements identifiés comme contribuant largement à la stabilité financière du pays. Le cadre impose aux banques jugées systémiques d'augmenter leur base de capital de montants additionnels compris entre 0,20 % et 1 %. Ce supplément de capital doit renforcer leur capacité d'absorption des pertes. Les banques devront maintenir ces montants supplémentaires au titre des fonds propres de catégorie 1 (Tier 1). La NRB prévoit de commencer à catégoriser les banques après la collecte des données nécessaires, prévue pour être achevée d'ici août 2026. La banque centrale attribuera les scores basés sur les indicateurs d'ici la fin septembre et compte publier la liste des banques systémiques d'ici la fin octobre de l'année suivante. A partir du début de l'exercice 2027/28, les banques identifiées seront tenues d'augmenter leur base de capital.

[NRB aims to strengthen financial health of 'systematically important banks'](#)

Sri Lanka

Accord de principe entre SriLankan Airlines et les autorités sur la restructuration d'une émission obligataire de 175 MUSD

Le 20 novembre 2025, SriLankan Airlines et les autorités sri lankaises ont annoncé avoir conclu un accord de principe avec le groupe « ad hoc » porteur de 55% de l'obligations émise par SLA et qui avait été garantie par l'Etat. Celle-ci est arrivée à échéance en juin 2024. Une décote de 15% du montant total sera opérée, puis un échange partiel contre des obligations d'État à 4% d'intérêt et du numéraire réalisé. Cet accord reste conditionné à l'approbation du Cabinet sri-lankais, du FMI et à la non-objection du Comité des créanciers officiels. Il constitue une étape importante dans la « normalisation » des relations du pays avec ses créanciers extérieurs. S&P avait retardé jusqu'à septembre le relèvement de la note souveraine du Sri Lanka en raison des retards enregistrés dans cette opération de restructuration.

[Communiqué officiel](#)

Réactivation de certaines entreprises publiques avec l'appui du secteur privé

Parmi les institutions concernées figurent les mines de graphite de Kahatagaha, Lanka Mineral Sands, spécialisée dans l'extraction et le traitement de « sables minéraux lourds » et Laksala (distribution d'artisanat). Cette initiative vise à moderniser ces entités, améliorer leur rentabilité et préserver les emplois. Le ministère des Industries s'appuie sur un plan quinquennal pour transformer ces sociétés via des partenariats public-privé, tout en maintenant la propriété publique des actifs stratégiques.

[Daily Mirror](#)

Mise en place d'un comité chargé de revoir les accords de libre-échange existants et d'examiner les nouvelles possibilités

Des discussions sont déjà en cours avec plusieurs pays et régions, dont la Chine et l'Inde, alors que l'accord récemment signé avec la Thaïlande n'est pas encore pleinement opérationnel. Les priorités identifiées sont l'Inde et l'Asie du Sud-Est, notamment le Vietnam et la Corée du Sud, où les bénéfices potentiels sont jugés importants. L'efficacité d'un ALE dépend toutefois de la capacité du Sri Lanka à s'intégrer aux chaînes d'approvisionnement asiatiques, ce qui n'est pas pleinement le cas aujourd'hui.

[The Morning](#)

Première émission obligataire publique en USD depuis 2022

Le gouvernement a émis des obligations en USD d'un montant total de 50 MUSD, dont la souscription est exclusivement ouverte aux banques commerciales locales. Cette émission, encadrée par le Public Debt Management Office, vise à offrir un nouveau mécanisme d'investissement aux banques locales et à absorber l'excédent de liquidité en USD sur le marché domestique. Les obligations ont des maturités d'un à trois ans, avec des paiements de principal et d'intérêts en USD; leur taux sera déterminé à l'issue d'appels d'offres concurrentiels.

[Treasury](#)

Stratégie d'endettement à moyen terme 2026-2030

Publiée par le Public Debt Management Office, elle redéfinit la trajectoire et la structure de la dette publique après la restructuration qui vient d'intervenir et qui a permis de réduire la dette de 41% en valeur actuelle nette et de plafonner le service de la dette en devises à 4,5% du PIB entre 2027 et 2032. Cette stratégie vise à réduire les coûts d'emprunt, allonger les maturités (qui passeraient de 4,6 à 6 ans pour la dette interne) et ramener le ratio dette/PIB sous 95% d'ici 2032, conformément aux engagements pris dans le cadre du programme FMI. Elle prévoit également de ramener la dette à échéance un an de 17% à 10% du PIB et de réduire le ratio intérêts/recettes budgétaires de 52% à 35% en abaissant l'exposition externe (38% du total de la dette aujourd'hui) même si le retour aux marchés internationaux est prévu à partir de 2028.

[Treasury](#)

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays
Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB	Stable	BBB-	Stable	C	A4
Bangladesh	B1	Négative	BB-	Négative	BB+	Négative	C	C
Pakistan	Caa3	Stable	B-	Stable	B-	Stable	D	C
Sri Lanka	Ca	Stable	SD	Négative	CCC+	-	D	B
Népal	-	-	-	-	BB-	Stable	C	B
Maldives	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi

erwan.andaloussi@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de New Delhi, SE d'Islamabad, SE de Colombo, SE de Dhaka, et Antenne de Bombay

Abonnez-vous : erwan.andaloussi@dgtresor.gouv.fr